

ALLIANCES TERRITORIALES ET FRONTIERES EUROPEENNES.

Bayonne, 17 et 18 Février 1995

Marta Guruziaga

ALLIANCES TERRITORIALES ET FRONTIERES EUROPEENNES. Bayonne, 17 et 18 Février 1995

Mata Guruziaga

Eusko Ikaskuntza et la Conférence Permanente d'Aménagement et d'Urbanisme (CPAU) Pays Basque dépassèrent de beaucoup les prévisions initiales en obtenant la participation de plus de 200 personnes au Colloque "Alliances territoriales et frontières européennes", célébré les 17 et 18 février à l'Institut Universitaire de Technologie de Bayonne. Il faut ajouter à l'excellent bilan de participation la réponse institutionnelle positive obtenue par l'initiative, réponse reflétée dans l'appui exprès que deux importants agents de la construction européenne - le ministre français des Affaires Européennes, Alain Lamassoure, et le directeur général de Politique Régionale de la Commission Européenne, Eneko Landaburu - donnèrent par leur présence lors de la rencontre transfrontalière.

Alain Lamassoure a qualifié de "magnifique" la contribution à l'élimination des frontières que suposèrent les Journées promues par EI/SEV et la CPAU, des Journées qui, durant deux jours, permirent, selon les propres paroles d'Eneko Landaburu, de convertir les participants en authentiques "acteurs" de l'Europe. De fait, le Colloque, divisé en six ateliers spécialisés, avait été établi pour, surmontant des attitudes purement rhétoriques, que les interlocuteurs deviennent protagonistes d'une réelle action transfrontalière, matérialisée dans l'étude de problèmes concrets et dans la planification de projets réels. D'autre part, avec cette formation d'équipes, on cherchait à embrasser le plus grand éventail possible de thèmes (gestion du sol, structures juridiques, environnement, enseignement, etc.) de manière à, en accord avec la philosophie de la SEV, contribuer depuis la société civile au progrès intégral des zones impliquées.

Durant la cérémonie d'ouverture, Gregorio Monreal rappela, en ce sens, le caractère transfrontalier qui a toujours distingué la Société des Etudes Basques et son désur de servir les communautés dans lesquelles elle se trouve implantée, "sans prétendre supplanter les entités officielles". Eneko Landaburu, en plus de défendre l'importance de maintenir l'identité d'Euskal Herria dans les nouvelles coordonnées européennes, s'est montré d'accord avec

cette façon d'agir en défendant le caractère indispensable de la coopération inter-régionale dans l'Europe du futur et de la position active des citoyens - spécialement ceux des anciennes zones frontalières, actuellement en déclin - face à la nouvelle réalité continentale. Comme il l'a souligné, il s'agit de mettre en pratique le "principe de subsidiarité" des institutions avec les instances sociales.

La CPAU, entité créée en 1988 afin de favoriser la réflexion et le contraste d'idées en relation d'une façon ou d'une autre avec les problèmes d'aménagement du territoire, a précisément misé sur cette voie. Son activité s'est concentrée sur la promotion de recherches et sur l'organisation de débats pour, comme dans le cas qui nous occupe, faciliter l'identification mutuelle des agents qui, de part et d'autre des Pyrénées, travaillent autour des mêmes questions et qui, peut-être à cause du manque d'une culture d'échange, se méconnaissent.

Pour la CPAU, dont le président, Jean François Durandau, était favorable à répéter des expériences de ce genre, il s'agissait de, coïncidant avec ce que Landaburu avait manifesté, vérifier sur place, et guidés par les professionnels effectivement impliqués dans le développement local, les possibilités d'imaginer des procédures qui pourraient s'élever à posteriori devant les instances publiques pour obtenir l'appui indispensable des différentes Administrations. En fait, avec l'inclusion dans le programme des Journées de représentants politiques de la Communauté Européenne, Eusko Ikaskuntza et la CPAU permirent une approche des simples citoyens aux engrenages institutionnels dans lesquels s'inscrit actuellement n'importe quel plan commun entre européens.

Alain Lamassoure, qui fut chargé de l'exposé final du Colloque, reconnu la difficulté qu'implique encore la coopération pour l'existence de ce qu'il a appelé "frontières invisibles", dérivées des différences linguistiques, juridiques, culturelles... Le ministre encouragea leur suppression par des activités comme celle qui s'est déroulée au mois de février dernier à Institut Universitaire Technique de Bayonne, dont Bernard Causse, directeur du centre, fut l'hôte. Il offrit, pour sa part, une information de première main à Eusko Ikaskuntza et à la CPAU, en annonçant que, en accord avec cet intérêt pour le rapprochement mutuel, le 10 mars Bayonne accueillerait la signature d'un arrangement pour les relations transfrontalières entre les entités locales et régionales des Etats français et espagnol, par lequel pourraient se créer des sociétés mixtes, en plus d'entamer des relations directes entre institutions de base, et dont l'exécution serait contrôlée par une commission bilatérale. Le ministre français des Affaires Européennes profita également de sa présence dans le forum de coopération pour annoncer l'élimination des frontières maritimes et aériennes le 1 juillet 1995.

Les interventions des invités aux rapports, parmi lesquels figurent François Fourquet, professeur d'Economie et chercheur d'Ikerka, et Javier Legarrea, responsable de Programmes Européens de la Chambre Officielle de Commerce et d'Industrie de Navarre, se révélèrent substantiels. Mais celles que l'on a pu écouter dans chacun des groupes de travail dans lesquels étaient répartis les deux cent professionnels incrits et dans lesquels ceux-ci purent échanger leurs opinions génériques ainsi que, dans le domaine pratique, leurs critères techniques et méthodologiques, ne furent pas moins intéressants. Les ateliers organisés dans le Colloque furent au nombre de six et on y traita les thèmes monographiques suivants: "Logement et gestion du sol"; "Monde rural/monde urbain"; "Quartiers en difficulté"; "La protection du paysage et l'environnement"; "Enseignement et formation"; et "Circulation de l'information et structures de coopération".

La conurbation Hendaye-Irun-Fontarrabie et Cerbère-Port-Bou, dans laquelle la gestion du sol est respectée, et celles connues comme la Côte Basque et Menton-Vintimille, en ce qui concerne les problèmes de logement, furent l'objet d'analyses dans le premier des forums

mentionnés. On examina, d'un côté, la possibilité d'articuler des instruments communs de gestion du sol et, d'un autre côté, l'apparition effective et constatable d'un marché immobilier transfrontalier, promu par l'initiative privée en marge des politiques propres de chaque Etat. Participèrent: le géographe Jean Pierre Gensane, l'architecte d'Irun Javier Zubiria, les maires de Ghéthary, Zarautz et Hendaye, Jean-Luc Lataillade, Antonio Alberdi et Raphael Lassallette, respectivement, l'ingénieur Georges Ferry, Mario Yoldi, responsable du service des Etudes du département d'Urbanisme, Logement et Environnement du Gouvernement Basque, Alfonso Ruiz de Alegría, directeur financier de la société publique de construction VISESA, le représentant de Pamina Jean-Christophe Meyer et Michel Busutil, chef du service de Construction de la Direction Départementale de l'Equipeement des Pyrénées Atlantiques. Modérateur: l'urbaniste Denis Caniaux.

Le second atelier, dont les débats furent coordonnés par la sociologue et membre d'ADITZEA Chantal Mornet, compta avec la présence du conseiller régional d'Aquitaine pour les Infrastructures, Transports et Tourisme, Jean-Jacques Lasserre, le vice-conseiller à l'Agriculture du Gouvernement Basque, Eduardo Urrutia, Battitta Boloquy, responsable de formation de la localité d'Etcharry, et Jean-Michel Berho, représentant de la fédération Arrapitz. Le groupe étudia spécialement les problèmes qui touchent les zones rurales, les nouveaux défis auxquelles elles sont confrontées et l'apparition de nouvelles ressources de survie différentes de l'exploitation agricole traditionnelle, comme la promotion du propre patrimoine naturel.

On a parlé de cette dernière question, et particulièrement sur l'élaboration de produits touristiques dans les régions rurales, pendant la seconde journée d'atelier, journée à laquelle prirent part Nicolas Graeff, directeur de l'Office de Tourisme de Soule, le directeur de l'Agence de Tourisme du Pays Basque, M. Lauquet, Ana Lizarraga, directrice du service de Tourisme du Gouvernement de Navarre, un représentant de la société publique de Navarre GARA-LUR, Germain Esponda, maire de St-Pée-sur-Nivelle, et Marc Levi, en représentation du Conseil Régional d'Alsace. Le colloque sur les quartiers en difficulté, dirigé par Pierre Favreau, urbaniste de PACT du Pays Basque, réunit Xabier Benoist, représentant de la Fédération Nationale Pact- Arim, Jacky Cruchon, responsable d'Urbanisme à la ville de Bayonne, Ana Aguirre et Paulino Medina, membres de l'Agence Municipale de Rénovation Urbaine et de l'Environnement de Vitoria-Gasteiz, Serge Peyrolongue, secrétaire général de la mairie d'Hendaye, Colette Espérance, chef de projet DSQ, qui a eu lieu à Bayonne, Ricardo Barcala, directeur général de Gaztekintza (Bilbao), Mikel Toral, responsable du service d'Information et des Relations Civiques de la ville de Bilbao, et Jean Elhuyar, en représentation de la ville de Bayonne.

L'équipe a polarisé ses discussions sur une question aussi problématique de part et d'autre de la frontière. Il s'agit de la dégradation urbaine, qui affecte aussi bien les quartiers historiques des villes, qui se paupérisent peu à peu, que les quartiers périphériques qui sont souvent devenu des foyers marginaux. Les participants purent, de surcroît, actualiser leurs connaissances sur les politiques européennes appliquées dans ce domaine. Ils purent également examiner des expériences telles que la réhabilitation de quartiers historiques à Vitoria-Gasteiz et Bilbao, celle de "démocratie urbaine" du centre de Bayonne ou celle appliquée aux banlieues industrielles à Lille. Ils purent aussi connaître la situation de quartiers comme ceux d'Ortazkoaga et Bilbao la Vieja, dans la capitale de Bizkaia, ou Sainte Croix et Petit Bayonne, dans celle d'Iparralde.

Alberto Otamendi, directeur de l'environnement du Gouvernement de Navarre, Michel Maumus, conseiller général des Pyrénées Atlantiques et président de la Commission de l'Environnement, Marc Levi, en représentation du Conseil Régional d'Alsace, Luis Javier Telleria,

directeur de la Planification et Recherches sur l'Environnement du Gouvernement Basque, et Fanny Frigout, directrice adjointe du CAUE du Nord intervinrent dans le quatrième atelier sous le titre de "paysage et patrimoine". Denis Herts, éco-conseiller CAUE (Pyrénées Atlantiques) exerça les fonctions de modérateur.

Ce groupe de travail poursuivait le but de mettre en commun les idées qui tendaient à obtenir l'harmonisation de politiques et de normes sur la protection du paysage et de l'environnement, en tenant compte que les frontières administratives ne coïncident pas souvent avec les frontières naturelles et il arrive que la faute de coordination puisse compromettre l'intégrité de l'environnement naturel et du patrimoine culturel et historique.

Lors de sa seconde journée, avec la coordination de Michel Soulé, directeur adjoint des Services Techniques de la ville de Saint-Jean-de-Luz, le débat s'est centré sur le thème de l'écologie urbaine, avec la participation de Christian Sauvé, adjoint au maire et délégué de l'Environnement de Saint-Jean-de-Luz, Carlos Pérez, technicien à la Diputación de Gipuzkoa, et du directeur des services techniques d'Irun. Des exemples, tels que l'assainissement à Hendaye et le traitement des déchets urbains du Bassin de la Nivelle, furent exposés.

Pour traiter les questions qui se réfèrent à l'enseignement et à la formation, prirent part au Colloque: Yvan Roos, proviseur du Lycée Ravel, Jean Yves Margnes, proviseur du lycée professionnel d'Hendaye, M. Bastar, directeur de l'école R. Boulaert (quartier Les Joncaux, Hendaye), M. Etchegoyen, proviseur du Lycée Français de Donostia, Mme. Leralu, inspectrice honoraire de l'Education Nationale, Mme. Catarre-Zaldana, principale du collège d'Hendaye, et le chef territorial de l'Inspection en Guipuzcoa, M. Narbona. Isabelle Lichau, inspectrice honoraire de l'Education Nationale, anima les débats. On fit ressortir dans l'atelier l'importance de l'apprentissage des langues et on parla des initiatives d'échange d'étudiants, souvent promues par la volonté individuelle de personnes sensibles aux échanges transfrontaliers. On a pu connaître, également, des systèmes d'apprentissage de langues comme celui appliqué dans certains centres d'Hendaye, ainsi que les expériences communes menées à bien entre l'Allemagne, la Belgique et l'Italie.

Animé par le responsable de la Formation Continue, IUT de Bayonne, Jean-Michel Larasquet, l'atelier sur l'éducation s'est centré, dans sa seconde phase, sur le possible intérêt d'une zone universitaire transfrontalier, la complémentarité des différents centres académiques et les possibles stratégies d'échange. On a pu entendre les opinions de Jean-Michel Uhaldeborde, professeur en Economie et vice-président de l'UPPA Jacques Meyranx, chargé de mission pour les programmes européens de l'UPPA, Ricardo Etxepare, professeur à l'Ecole d'Ingénieurs de Saint-Sébastien (Université du Pays Basque), M. Claveranne, professeur de Gestion à l'Université de Lyon III, et Alejandro Arizkun, vice-recteur, Normalisation Linguistique de l'Université Publique de Navarre.

Le sixième des groupes spécialisés partagea son travail en deux domaines thématiques: le domaine juridique et celui se référant à la circulation de l'information, questions clés, puisque son orientation dans un sens ou dans l'autre peut contribuer en grande partie à rapprocher ou, au contraire, à éloigner les agents chargés de construire les régions transfrontalières qui sont appelées à devenir les protagonistes de l'Europe future. Le professeur Casadevantes, de l'Université du Pays Basque, le directeur de l'Agence de Développement Irun-Hondarribia, M. Sese, Patrick Harster, chargé de mission du Conseil Général du Bas-Rhin, Pascal Gerasimo, directeur de la Caisse des Dépôts et Consignations d'Aquitaine, et Jean Gayas, directeur des Services du Distrit, BAB, furent les rapporteurs lors du débat juridique, qui fut animé par Jean François Durandeau et Jean Idiart, membres de la CPAU.

Michel Garicoix, de l'Agence HEDA, Baltasar Marin, directeur gérant d'Euskal Irrati Telebista, Béatrice Molle, journaliste à Radio Euskadi, Gorka Landaburu, de Radio France Pays Basque, M. Bottegui, charge de mission transfrontalier de la Société d'Economie Mixte des Alpes Maritimes, et Félix Azurmendi, du journal DEIA participèrent aux Journées pour parler de l'information et des moyens de communication.

Après deux jours de vie commune et cet intense programme terminé, les porte-paroles exposèrent les conclusions tirées de chaque atelier, conclusions de caractère très divers, du fait de la variété des questions analysées, mais qui, néanmoins, eurent une note commune: la ferme volonté de donner une suite à ces contacts et de maintenir leur caractère interdisciplinaire. Lors de la cérémonie de clôture, aussi bien Gregorio Monreal, président d'Eusko Ikaskuntza que le ministre français des Affaires Européennes, Alain Lamassoure, le directeur général des Politiques Régionales à la Commission Européenne, Eneko Landaburu, et les représentants de la Conférence Permanente d'Aménagement et d'Urbanisme du Pays Basque, Jean François Durandeau (directeur) et Pierre Favreau, tous se manifestèrent en ce sens. Tous furent d'accord pour valoir ces Journées comme un point de départ satisfaisant pour de futurs agissements communs.

(trad. Nelly Pérez de San Román)



Gregorio Monreal, Président d'Eusko Ikaskuntza; Eneko Landaburu, Directeur Général des Politiques Régionales de la Commission Européenne; Alain Lamassoure, Ministre des Affaires Européennes; Jean François Durandeau, Président de la CPAU Pays Basque; M. Pierre Favreau, urbaniste au PACT du Pays Basque.



Gregorio Monreal, Président d'Eusko Ikaskuntza; Eneko Landaburu, Directeur Général des Politiques Régionales de la Commission Européenne; Chantal Mornet, sociologue Aditzea (CPAU); M. François Fourquet, Professeur d'économie, Chercheur à Ikerka.



Un aspect de la salle.